

*Questions orales***LES LANGUES OFFICIELLES**

## LA NOMINATION D'UN MINISTRE CHARGÉ D'APPLIQUER LA LOI

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, depuis une semaine, depuis des mois, en fait, je m'entretiens avec les étudiants. J'ai aussi examiné avec les députés de notre caucus divers moyens d'aider les jeunes à obtenir des emplois. De toute évidence, c'est un des plus graves problèmes au Canada et nous allons essayer de les aider.

Le député sait peut-être que nous avons lancé des projets-pilotes dans ces deux universités, c'est-à-dire des programmes d'études pratiques qui permettront aux étudiants de suivre des cours tout en acquérant de l'expérience en cours d'emploi. Les propositions aussi constructives que variées ne manquent pas. Il s'agit de savoir quelles solutions ou options aideront le plus les jeunes à traverser cette période de récession très difficile.

## ON DEMANDE D'ÉLARGIR LE PROGRAMME DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Madame le Président, le président de l'Association des étudiants de l'Université de Winnipeg a prédit que le chômage chez les étudiants universitaires à Winnipeg—et je suis persuadé qu'il en sera de même dans toutes les autres villes universitaires—dépassera 25 p. 100 cet été. Cela signifie qu'en dépit de toutes les mesures qu'ont prises le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, cela ne suffit pas. Le ministre dira-t-il si le gouvernement songe à mettre sur pied de nouveaux programmes pour abaisser le taux très élevé de chômage, car de nombreux étudiants ne gagneront pas d'argent pour poursuivre leurs études en septembre? Discutera-t-il avec son collègue, le secrétaire d'État, de l'opportunité d'élargir le programme de prêts aux étudiants, afin que ces derniers puissent obtenir des prêts cet automne en vue de la poursuite de leurs études?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, le député devrait savoir qu'il y a à peine quelques semaines, nous annonçons l'octroi d'un supplément de 50 millions de dollars pour le programme d'emplois d'été, soit une hausse d'environ 40 p. 100. Nous espérons que cette initiative donnera le ton à d'autres gouvernements provinciaux et au secteur privé et les incitera à embaucher des étudiants durant cette période.

Cet été, nous établirons aussi quelque 400 bureaux d'un bout à l'autre du Canada. Durant cette période, ils offriront des services directs de placement à 200,000 ou 300,000 jeunes. Nous tentons de venir en aide aux étudiants. Toutefois, nous nous rendons compte aussi que les jeunes sur le marché du travail connaîtront une période particulièrement difficile et, je le répète, les députés de notre caucus s'intéressent à la question et discutent activement comment nous pourrions le mieux venir en aide aux étudiants durant la prochaine année et demie.

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est):** Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Cette semaine, le commissaire aux langues officielles a déposé son rapport annuel dans lequel il souligne des infractions constantes à la loi sur les langues officielles. Il cite plusieurs exemples flagrants, tels ceux des sociétés Air Canada à Timmins et Petro-Canada au Québec. Ces sociétés de la Couronne n'offrent pas de services satisfaisants à la minorité de langue officielle. Étant donné que le problème semble avoir rapport à l'application de la loi dans les divers ministères et organismes, le premier ministre envisagera-t-il de nommer un ministre qui serait investi d'un pouvoir suffisant pour faire appliquer la loi dans tous les ministères et organismes de façon que cessent pareilles infractions?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je prends certes note de la question, car nous nous préoccupons des faits qu'a relevés le commissaire aux langues officielles. Je m'enquerrai des meilleurs moyens à prendre pour que tous les ministères appliquent avec plus de zèle les dispositions de la loi sur les langues officielles. Je n'ai pas eu le temps de voir si je devrais de nouveau songer à nommer un ministre spécialement pour cela ou si je devrais recourir à quelqu'autre mesure à cet égard, mais j'étudierai la question très sérieusement.

\* \* \*

**LES PORTS**

## LA NOUVELLE CONCERNANT LE FINANCEMENT DES PORTS DE PLAISANCE DU QUÉBEC

**M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Pêches et des Océans, si on me le permet. La semaine dernière, on lisait dans le journal que le gouvernement avait avancé dans le neuf millions pour un réseau de ports de plaisance sur le Saint-Laurent, entre Baie-Comeau et Québec. Le ministre pourrait-il nous confirmer cela?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans):** Madame le Président, c'est au ministre chargé du Tourisme ou au ministre d'État chargé des Relations extérieures qu'il faudrait le demander. Cela n'entre pas dans les attributions de mon ministère.